

LE CAPITALISME, UN OBSTACLE POUR COMBATTRE EFFICACEMENT LE VIRUS

L'épidémie flambe à nouveau, Nice et Dunkerque sont désormais confinés le week-end, et une vingtaine de départements sont menacés de nouvelles restrictions. Macron prend des mesures par ville et par département, mais il est bien en train de reconfiner le pays, et cela signe l'échec de sa politique.

Le gouvernement gère la crise sanitaire du point de vue de la bourgeoisie, en respectant le cadre capitaliste. C'est contraire aux intérêts des travailleurs mais aussi inefficace au regard de la lutte contre le virus. Pour la population, ce sont les restrictions sur la vie personnelle et les sanctions : « va bosser coûte que coûte puis reste enfermé chez toi ». Pour les capitalistes et le grand patronat, c'est le minimum de contraintes, car les affaires doivent continuer et rapporter.

Résultat : le gouvernement traque le virus pendant les heures de loisirs, mais le laisse courir dans les entreprises où les protocoles sanitaires sont impossibles à tenir, vu les rythmes imposés et les contraintes des postes. À cela s'ajoutent des transports en commun bondés et des établissements scolaires sans véritables moyens de lutter contre les contaminations.

Le plus lourd de conséquences est ce qui se passe au niveau de la vaccination. Chaque laboratoire pharmaceutique veut vendre son vaccin et encaisser les profits, mais pour investir dans les chaînes de fabrication de façon à produire les doses commandées et payées, ils ne sont pas pressés, comme on le voit avec les retards de livraison !

La situation exigerait de mettre en commun le savoir et les moyens de production, mais la concurrence et la propriété privée l'interdisent. Il faudrait de la coopération et de la planification, mais les labos imposent l'opacité et le secret commercial.

Dans une société qui place la propriété, les lois du marché et le profit au-dessus de tout, les capitalistes sont incapables de répondre à une « mobilisation générale », contre la pandémie ou autre chose : ils ne s'intéressent qu'aux bénéfices à en retirer.

Les politiciens au service d'une telle organisation sociale ne peuvent qu'être impuissants. Pour masquer cette inefficacité et l'incohérence de sa politique, le gouvernement se défausse sur les comportements individuels et le prétendu manque de civisme. C'est une vieille ficelle du pouvoir. Tout est toujours de la faute de la population : les rixes entre bandes de jeunes ? C'est la faute des parents ! Le chômage de masse ? C'est la faute des chômeurs ! La pollution ? C'est la faute des consommateurs... Alors que nous vivons sous le règne du grand capital et de la loi du profit !

Le gouvernement et les médias ont voulu faire croire pendant des semaines que le problème était la réticence d'une partie de la population à se faire vacciner. Aujourd'hui, ils nous baladent avec le passeport vaccinal, alors que ceux qui veulent se faire vacciner ne le peuvent pas.

Eh bien, que les dirigeants ne s'étonnent pas de ne pas avoir la confiance des classes populaires !

Les travailleurs n'ont pas de preuve à donner de leur implication dans la lutte contre l'épidémie. Ce sont eux qui font tourner la société en dépit du virus. Le personnel hospitalier donne tout ce qu'il peut, alors qu'il subit toujours les restrictions budgétaires. On peut en dire autant des auxiliaires de vie, du personnel des Ehpad ou des chercheurs qui ont découvert les vaccins. Ces efforts collectifs sont gâchés par l'organisation capitaliste de la société : tout comme du virus, il faut s'en débarrasser !



Gestion de la vaccination : au détriment des soignants et de la population

Dans l'Aube comme dans les autres départements, c'est la préfecture qui dirige la vaccination, et applique la politique du gouvernement de multiplier les structures locales. Le personnel médical, en premier lieu celui de l'hôpital public, doit se débrouiller pour mettre en œuvre cette stratégie, mais sans moyens supplémentaires... Sachant qu'il en manque déjà notablement depuis des années.

Les doses, difficiles à conserver, doivent être quotidiennement conditionnées dans les pharmacies hospitalières puis acheminées avec les bonnes informations et protocoles vers tous les lieux de vaccination. Une tâche colossale qui vient s'ajouter à l'activité existante, qui n'a pas diminué. Cette surcharge de travail démentielle épuise le personnel et peut être cause d'erreurs.

Comme pour toute la gestion de cette pandémie, ne pas mettre les moyens humains et matériels est, à tous points de vue, irresponsable.

La Poste : non au travail gratuit !

La Poste à Troyes vient d'être condamnée par le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, pour non-respect du Code du travail. Les facteurs ont des horaires de travail sur le papier mais, dans les faits, ils sont souvent obligés de les dépasser pour terminer leur travail. En outre rien n'est prévu pour décompter, et encore moins pour payer, les heures supplémentaires.

La situation est la même partout en France : les « réorganisations » se succèdent, en fait des plans de suppressions d'emplois, alors que les facteurs ont de plus en plus de recommandés et de petits colis à livrer... Le travail s'accumule avec toujours moins de monde.

Supprimer des emplois, s'asseoir sur le Code du travail, esquiver le paiement des heures supplémentaires, c'est vrai à La Poste comme dans tous les groupes capitalistes !



Collège Paul Langevin : mobilisés contre les attaques du rectorat

Vendredi 5 février, le personnel du collège Paul Langevin à Sainte-Savine apprenait la fermeture de deux classes, une de sixième et une de cinquième. Redoutant une dégradation des conditions de travail pour tous et une surcharge des classes, qui passeraient alors à plus de 30 élèves en pleine crise sanitaire, ils se sont rapidement organisés pour dénoncer cette nouvelle attaque contre les conditions de travail et d'enseignement.

Une pétition en ligne dénonçant cette situation a rapidement rassemblé plus de 800 signatures. Une trentaine de personnes, parents et enseignants, ont diffusé, pendant deux jours, un tract pour exprimer leur colère et s'adresser à la population. Un rassemblement d'une cinquantaine de personnes avec banderoles a finalement été organisé devant le collège. Réunissant la moitié des enseignants, une partie du personnel, une trentaine de parents et élèves, cette mobilisation a permis de dénoncer et de dire non ensemble à la politique d'économies de l'État sur le dos de la population.



Nouvelles menaces contre les chômeurs

La ministre du Travail relance la réforme de l'assurance chômage. Selon l'Unedic, 40 % des allocataires verront leur allocation baisser.

Tandis que le patronat fait exploser le chômage en licenciant en masse, le gouvernement veut rendre la vie de plus en plus dure aux travailleurs privés d'emploi.

Il faut imposer l'inverse : l'éradication du chômage par la répartition du travail entre tous, avec maintien du salaire.

Pour nous contacter :

troyes@lutte-ouvriere.org ou 06 35 14 73 72